

Soc., 29 janv. 2013, n° 11-28041 [Conv. Rome]

Pourvoi n° 11-28041

Motifs : "(...) attendu (...) que la cour d'appel a jugé qu'il ressort tant du contrat de travail en date du 31 janvier 2000 que de l'acte unilatéral écrit par M. X le 23 mai 2002, intitulé "certificación", que la loi choisie à ce titre par les parties était la loi mexicaine ;

Attendu, ensuite, qu'il ne résulte pas des pièces et de la procédure qu'il a été soutenu devant la cour d'appel que l'application des dispositions de la loi mexicaine en ce qui concerne la validité de la transaction [par laquelle l'Etat mexicain s'était engagé à verser à M. X la somme de 12 275,47 euros au titre de la rupture de son contrat de travail et en contrepartie de la renonciation à toute action] était contraire à l'ordre public international du for au sens des articles 3 § 3 et 6 § 1 de la Convention de Rome".

Mots-Clefs: Convention de Rome

Contrat de travail

Loi applicable

Licenciement

Ordre public

Imprimé depuis Lynxlex.com

Source URL:<https://www.lynxlex.com/en/node/3561>